

LES ENTREPRISES EN REGION : BILAN 2023 ET PERSPECTIVES 2024

Février 2024

La Banque de France exprime ses plus vifs remerciements aux entreprises et établissements de la région Bretagne qui participent à cette enquête annuelle sur l'évolution de la conjoncture économique dans les secteurs de l'industrie, des services marchands, du bâtiment et des travaux publics.

CONTEXTE NATIONAL	2
CHIFFRES CLEFS	3
SITUATION RÉGIONALE	4
SYNTHÈSE DE L'INDUSTRIE	5
SYNTHÈSE DU SECTEUR BÂTIMENT – TRAVAUX PUBLICS	13
MÉTHODOLOGIE	16
PUBLICATIONS DE LA BANQUE DE FRANCE	17
MENTIONS LÉGALES	18

Contexte National

L'économie française résiliente devant la forte inflation

Après un début de décennie marqué par une succession de chocs (Covid-19, invasion de l'Ukraine par la Russie, crise énergétique), l'économie mondiale a résisté en 2023. L'inflation a reflué plus rapidement que prévu suite au pic de 2022, avec un impact moins important qu'attendu sur l'emploi et l'activité. Ainsi selon le FMI (WEO de janvier 2024), le PIB mondial augmenterait de 3,1 % en 2023. En ce qui concerne la Zone Euro, la croissance du PIB s'établirait à 0,5 % en 2023, après une hausse de 3,4 % en 2022.

En France, sur l'ensemble de l'année 2023, la croissance du PIB s'établit à 0,9 % d'après les plus récents comptes nationaux trimestriels. Cela confirme le diagnostic selon lequel l'économie française parviendrait à sortir progressivement de l'épisode de forte inflation sans récession. La résilience de l'activité s'explique par le dynamisme du secteur des services, qui a poursuivi son rebond post Covid-19, notamment dans l'hébergement restauration, l'information communication et, dans une moindre mesure, les services financiers, aux entreprises et aux ménages. Le secteur de l'industrie a lui aussi rebondi après la succession des chocs affectant aussi bien l'offre que la demande. Toutefois l'activité a stagné au second semestre, touchée par le ralentissement du secteur de l'énergie après un début d'année très allant, la baisse du secteur de la construction, et un moindre dynamisme des services marchands.




Selon les projections macroéconomiques publiées par la Banque de France en décembre 2023, l'activité resterait ralentie en 2024 avant de se raffermir ensuite. En 2024, la croissance serait davantage tirée par la consommation des ménages, sous l'effet du repli de l'inflation, bénéfique au pouvoir d'achat des salaires, et de la baisse du taux d'épargne. En 2025, la croissance bénéficierait également d'une amélioration de l'investissement privé, car l'effet du resserrement des conditions monétaires et financières serait moindre. En 2026, ces tendances se renforceraient pour engendrer une reprise dynamique.

La situation sur le marché du travail s'est améliorée en 2022 et jusqu'à mi 2023. Dans les trimestres à venir, l'emploi s'ajusterait avec retard au ralentissement économique, avec un rattrapage seulement partiel des pertes passées de productivité. Par conséquent, le taux de chômage augmenterait jusqu'en 2025 pour atteindre 7,8 % de la population active. Cette hausse a déjà débuté au troisième trimestre 2023 à 7,4 %, après 7,2 % au deuxième trimestre. En 2026, l'économie française renouerait avec les créations nettes d'emplois, à la faveur d'une croissance du PIB plus forte. Le taux de chômage recommencerait à se réduire pour atteindre 7,5 % au quatrième trimestre 2026.

L'inflation totale (IPCH), qui a atteint un pic début 2023, continuerait à refluer : après une moyenne annuelle de 5,7 % en 2023, elle diminuerait fortement à 2,5 % en 2024. L'inflation totale baisserait nettement sur l'ensemble de l'horizon de prévision, aidée par les prix de l'énergie ; mais l'inflation sous-jacente (IPCH hors énergie et alimentation) se replierait également quoiqu'un peu plus lentement. En l'absence de nouveau choc sur les matières premières importées, l'inflation totale reviendrait vers la cible de la Banque centrale européenne (BCE) de 2 % au plus tard d'ici 2025 et se maintiendrait ensuite à un rythme un peu inférieur.

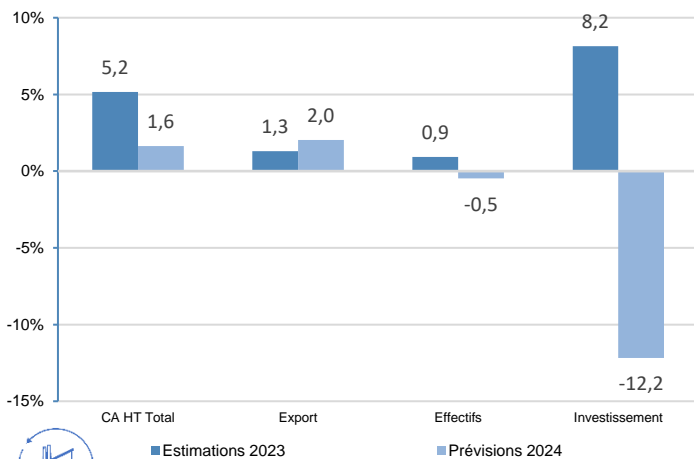
Dans un contexte toujours marqué par la forte inflation, l'Eurosysteme a poursuivi ses hausses de taux directeurs pour atteindre un taux de dépôt à 4 % en septembre 2023, et s'est engagé à poursuivre son action afin d'assurer un retour de l'inflation à la cible des 2 %.

Chiffres clefs

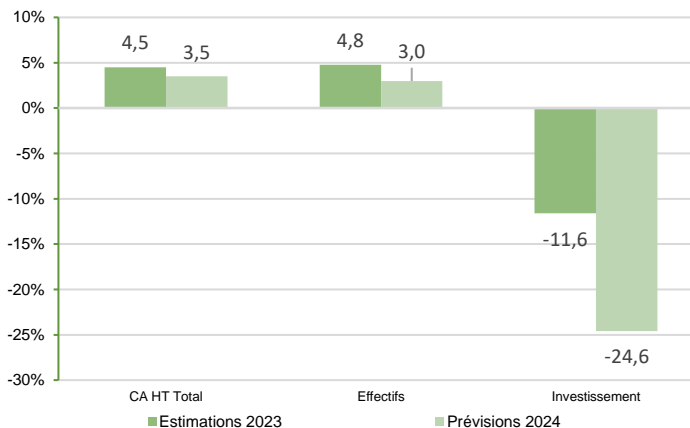
	Chiffre d'affaires	2023 :	+5,2%
		2024 :	+1,6%
	Exportations	2023 :	+1,3%
		2024 :	+2%
	Effectifs	2023 :	+0,9%
		2024 :	-0,5%
	Chiffre d'affaires	2023 :	+4,5%
		2024 :	+3,5%
	Effectifs	2023 :	+4,8%
		2024 :	+3%
	Production totale	2023 :	+3,8%
		2024 :	-1,8%
	Effectifs	2023 :	+4,6%
		2024 :	-0,4%

Situation régionale

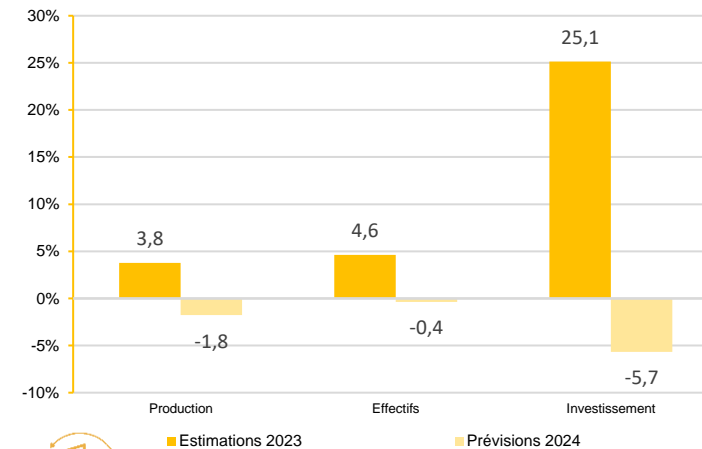
Evolution de l'activité dans l'industrie



Evolution de l'activité dans les services marchands



Evolution de l'activité dans la construction



Source Banque de France

Points Clefs

En 2023, malgré un contexte international instable et inflationniste, l'économie bretonne s'est montrée résiliente. Ainsi, on relève une hausse du chiffre d'affaires qui s'est accompagnée de celle des effectifs dans les trois grands secteurs. Ces performances sont néanmoins légèrement inférieures aux prévisions d'activité formulées en début d'année, à l'exception de la construction qui a mieux résisté qu'envisagé. Notons que l'augmentation du coût des matières premières et de l'énergie entraîne un effet prix qui nuance la croissance des chiffres d'affaires.

Les chefs des entreprises industrielles et des services anticipent un ralentissement de la progression de leur chiffre d'affaires en 2024, plus ou moins marqué selon les sous-secteurs. La production devrait se contracter dans la construction, ce qui impactera le recours à l'emploi intérimaire de manière significative.

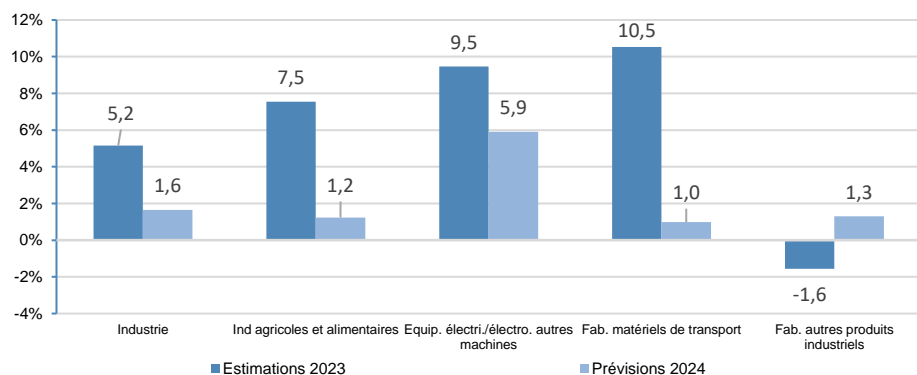
Tous secteurs confondus, les dirigeants interrogés s'attendent pour la plupart à une stabilité de la rentabilité de leurs entreprises. Cependant, ils s'orientent vers un report de leurs investissements compte tenu de la demande ralentie et des taux d'intérêt qui demeurent élevés.



Synthèse de l'Industrie

La croissance du chiffre d'affaires observée en 2022 dans l'industrie a perduré en 2023. La persistance des difficultés de recrutement explique cependant une évolution des effectifs moins soutenue que les deux années précédentes. Les investissements se sont poursuivis et la rentabilité s'est maintenue pour 50% des entreprises interrogées. La progression du chiffre d'affaires devrait ralentir en 2024, entraînant un ajustement des effectifs et des investissements. Cependant la rentabilité resterait stable pour 60% des industriels.

Évolution du chiffre d'affaires



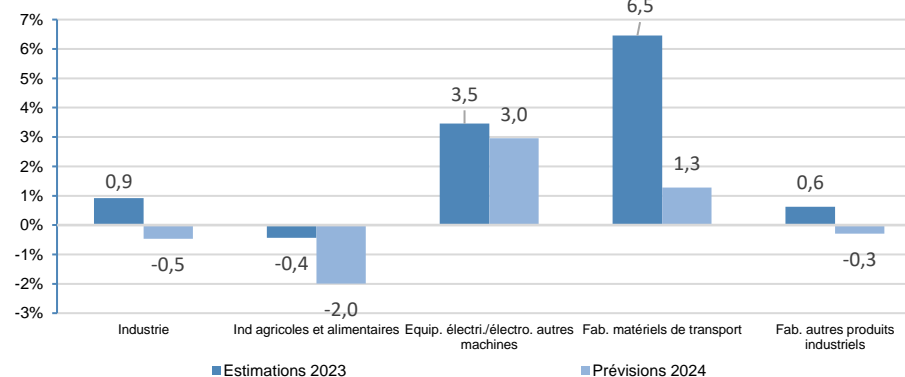
En 2023, le chiffre d'affaires de l'industrie bretonne s'est amélioré de 5,2%. Cette croissance est légèrement inférieure aux prévisions formulées début 2023 et s'explique notamment par l'effet prix. Les entreprises interrogées évoquent une hausse significative du coût des matières premières et de l'énergie, qu'ils ont été contraints de répercuter sur leurs prix de vente. Par ailleurs, on relève une légère contraction de l'activité dans le sous-secteur des autres produits industriels.

En 2024, la croissance du chiffre d'affaires sera plus modérée et devrait atteindre 1,6%. Une légère reprise est attendue dans la fabrication d'autres produits industriels.

En 2023, le secteur industriel a connu une légère augmentation des effectifs, en particulier dans les sous-secteurs des équipements électriques et de la fabrication de matériels de transport, tandis que l'industrie agroalimentaire a enregistré une légère baisse.

Les prévisions pour 2024 s'orientent vers une évolution inégale de l'emploi selon les sous-secteurs. Une baisse des effectifs est annoncée dans l'industrie agroalimentaire tandis que de nouveaux recrutements devraient être organisés dans les domaines des équipements électriques, de l'industrie automobile et la construction navale.

Évolution des effectifs

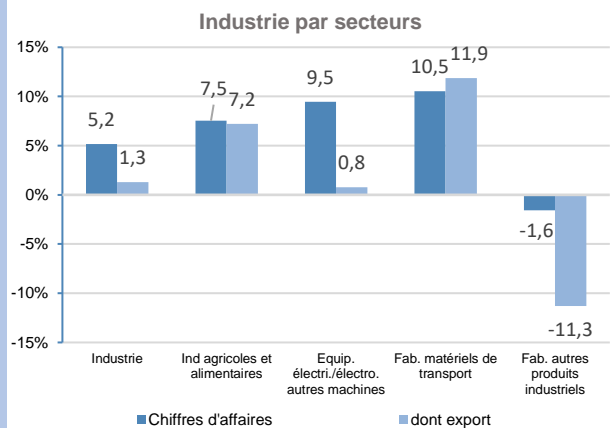


Source Banque de France – INDUSTRIE



19%
Poids des effectifs de l'Industrie rapportés
aux effectifs salariés de la région

Chiffre d'affaires, dont export



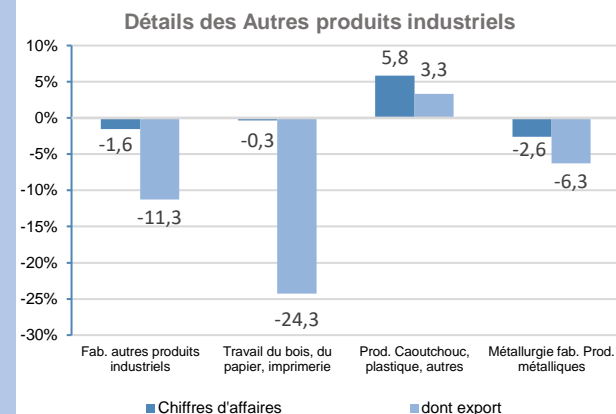
L'année 2023 a également connu des évolutions sectorielles en matière d'exportations. Elles ont globalement augmenté sur la période, notamment pour les matériels de transport. On relève cependant une chute significative de l'export dans le sous-secteur des autres produits industriels..

La baisse du prix de certaines matières premières, notamment l'acier, a impacté négativement les chiffres d'affaires des fournisseurs.

Chiffre d'affaires, dont export

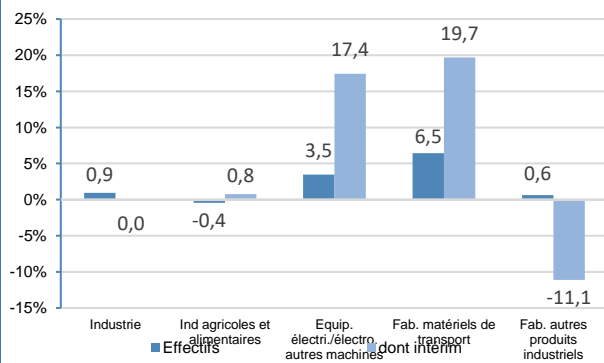
Au global, le secteur des autres produits industriels a enregistré une contraction de son chiffre d'affaires, principalement due à la baisse dans le secteur de la métallurgie, tandis que le secteur des caoutchoucs et plastiques a affiché une évolution positive.

Cependant, les exportations ont été particulièrement impactées, avec des baisses significatives dans toutes les sous-catégories, en particulier dans l'imprimerie.



Bilan 2023

Industrie par secteurs



En 2023, l'industrie a enregistré une légère augmentation des effectifs, particulièrement marquée dans les sous-secteurs des matériels de transport et des équipements électriques. On relève cependant un léger recul dans l'industrie agroalimentaire.

Le recours à l'emploi intérimaire a connu une hausse significative pour la fabrication d'équipements électriques et de matériels de transport mais une baisse sensible pour les autres produits industriels.

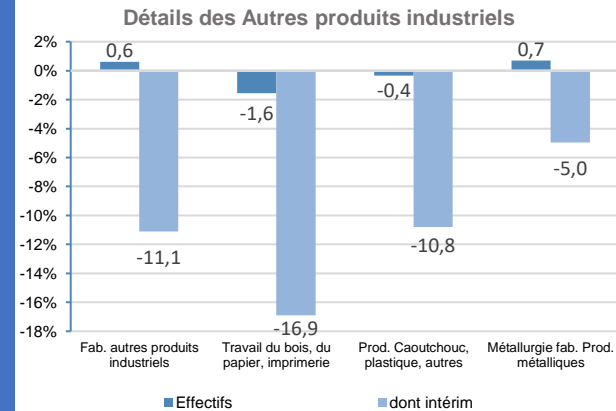
Effectifs, dont intérim

Dans le détail, l'augmentation des effectifs dans le sous-secteur des autres produits industriels

apparaît tirée par la métallurgie. L'emploi a cependant légèrement reculé dans l'imprimerie et les plastiques.

L'emploi intérimaire est en baisse significative sur l'ensemble des activités, et cette chute est très nette dans le travail du bois, l'imprimerie et le caoutchouc..

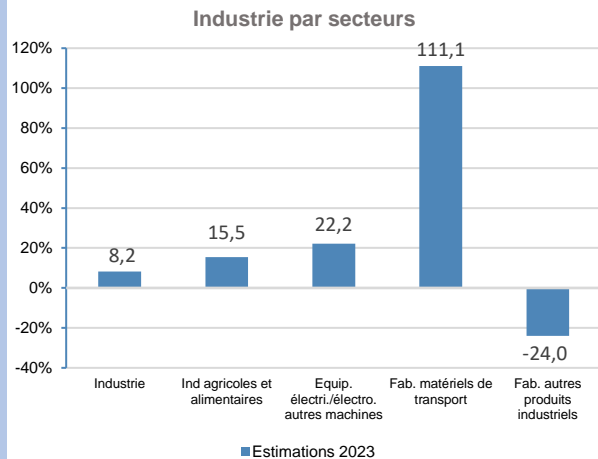
Effectifs, dont intérim





19%
Poids des effectifs de l'Industrie rapportés
aux effectifs salariés de la région

Évolution des investissements



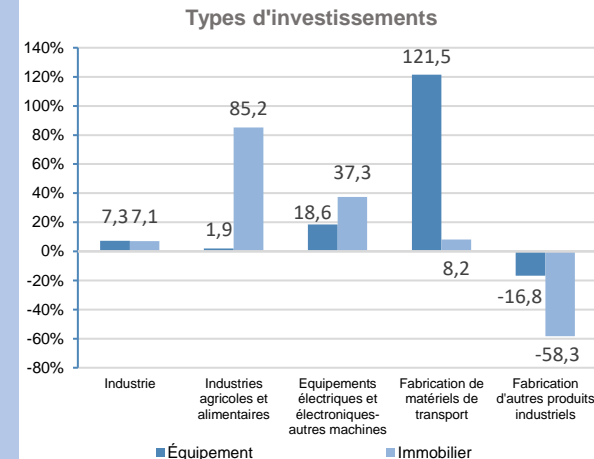
L'industrie a accru ses investissements au cours de l'année, en particulier dans l'industrie automobile et la construction navale.

Le sous-secteur des autres produits industriels fait cependant exception et connaît une baisse notable de ses investissements.

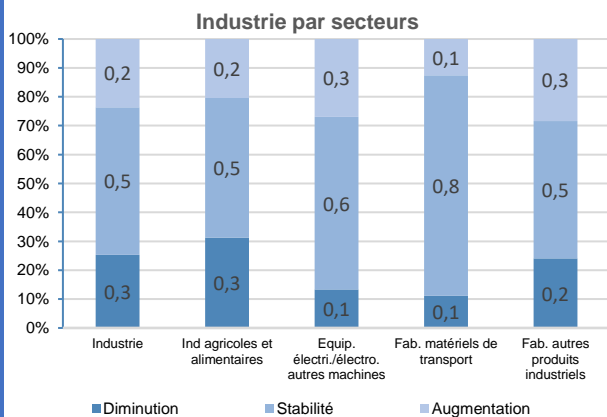
Répartition des investissements

Les investissements en équipements présentent des évolutions contrastées au sein du secteur industriel. Leur croissance est exceptionnelle dans la fabrication de matériels de transport. A l'opposé, ils ont été très limités dans le sous-secteur des autres produits industriels.

Les investissements immobiliers concernent essentiellement l'agroalimentaire.



Bilan 2023

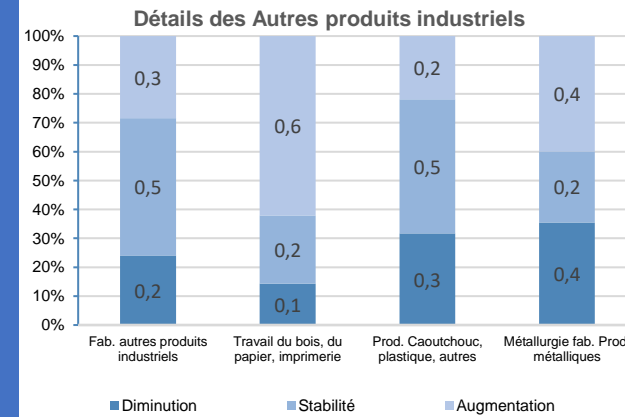


La majorité des entreprises interrogées constate une rentabilité stable voire en légère augmentation. Les entreprises signalant une diminution de leurs marges sont moins nombreuses que l'année précédente, même s'il reste difficile de répercuter toutes les hausses des prix des matières premières sur les prix de vente, en particulier dans l'industrie agroalimentaire.

Rentabilité

Dans le détail, les entreprises opérant dans le sous-secteur des autres produits industriels ont en grande partie réussi à maintenir ou à améliorer leurs marges. Cependant, on relève des disparités persistantes au sein d'une même activité.

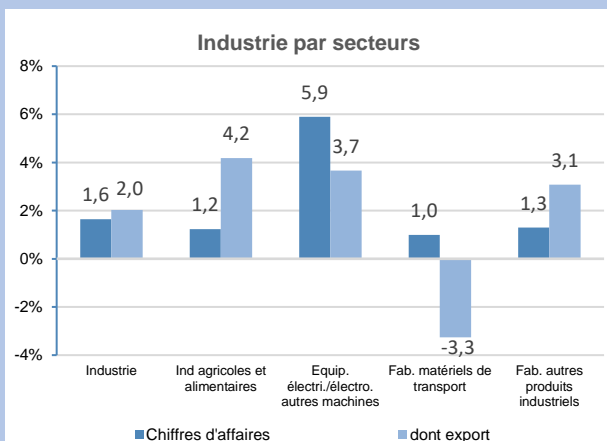
Rentabilité





19%
Poids des effectifs de l'Industrie rapportés
aux effectifs salariés de la région

Chiffre d'affaires, dont export



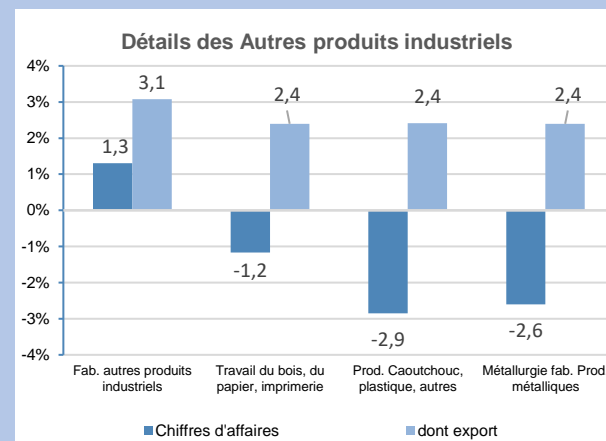
Les prévisions pour 2024 indiquent une croissance modérée pour l'ensemble de l'industrie. On note de légères variations selon les activités, et des évolutions à la baisse sont anticipées à l'export dans la fabrication de matériels de transport.

L'industrie agroalimentaire et les autres produits industriels devraient accroître leurs exportations tandis que ces dernières diminueront légèrement dans le domaine des matériels de transport.

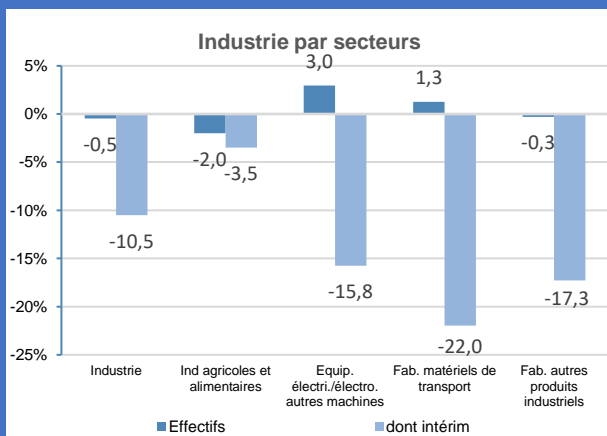
Chiffre d'affaires, dont export

Les prévisions pour 2024 dans le sous-secteur des autres produits industriels indiquent une légère croissance du chiffre d'affaires, malgré un recul des activités du bois, du papier, du caoutchouc et de la métallurgie.

A l'export, une croissance modérée est attendue, avec des taux allant de 2,4% dans les activités du bois et de l'imprimerie, du caoutchouc et la métallurgie, à plus de 3,1% dans d'autres domaines.



Perspectives 2024

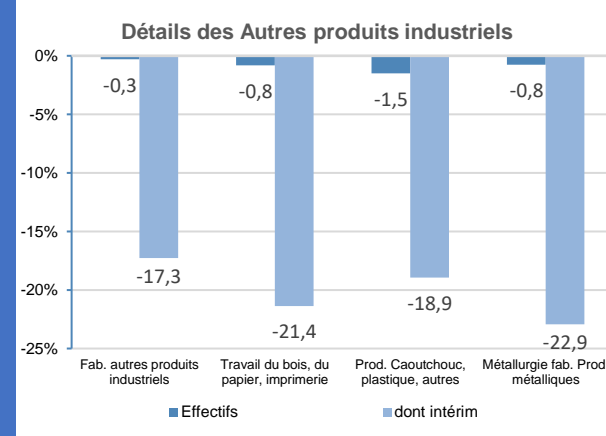


En 2024, la tendance de l'emploi sera à la baisse dans l'industrie, notamment dans l'agroalimentaire, et les autres produits industriels. Les sous-secteurs des équipements électriques et des matériels de transport prévoient cependant une légère hausse de leurs effectifs.

Une diminution significative du recours à l'intérim est attendue dans l'ensemble du secteur, en particulier dans le domaine des autres produits industriels.

Pour 2024, les entreprises du sous-secteur des autres produits industriels anticipent une légère diminution des effectifs dans les différentes activités.

Et le recours aux effectifs intérimaires devrait connaître des baisses notables.

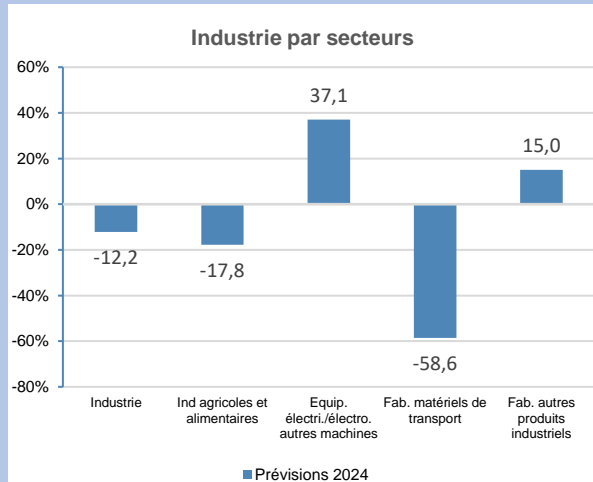


Effectifs, dont intérim

Effectifs, dont intérim



19%
Poids des effectifs de l'Industrie rapportés
aux effectifs salariés de la région



Investissements

En 2024, les entreprises interrogées envisagent de réduire leurs investissements de 12,2 % en moyenne.

Le sous-secteur le plus concerné est celui de la fabrication de matériels de transport, et plus spécifiquement l'industrie automobile, suivi par les industries agricoles et alimentaires.

Les autres sous-secteurs devraient voir leurs investissements progresser.

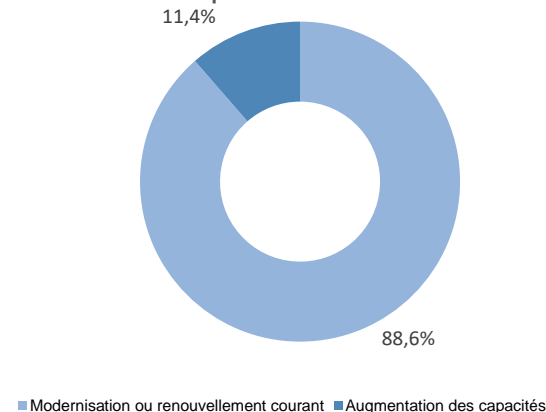
Orientation des prévisions

Les prévisions d'investissements s'orientent principalement vers la modernisation ou le renouvellement courant des moyens de production.

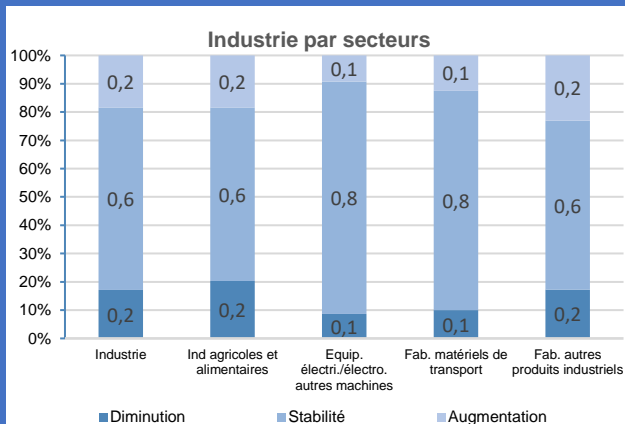
Alors qu'en 2023, 25,1 % des entreprises déclaraient investir en priorité dans l'augmentation des capacités de production, cette dynamique s'affaiblit en 2024.

Le renchérissement du coût du crédit peut expliquer cette tendance, la hausse des capacités de production étant plus coûteuse pour les entreprises.

Orientation des prévisions d'investissements



Perspectives 2024



L'optimisme des entreprises quant à leur rentabilité en 2024 se maintient au niveau des deux années précédentes.

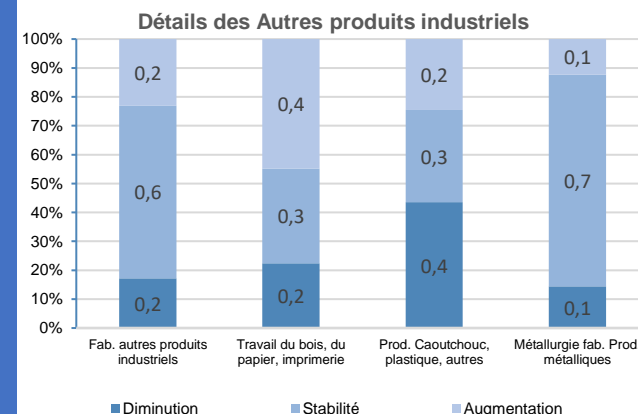
20 % des entreprises anticipent une hausse de la rentabilité (comme l'an passé) et une part plus faible d'entre elles (20 % contre 30 % en 2023) s'attend à un recul.

Le reflux programmé de l'inflation en 2024 et une stabilisation des coûts de l'énergie pourraient expliquer ces anticipations positives.

Rentabilité

Les prévisions de rentabilité pour l'activité des autres produits industriels sont moins optimistes que l'an dernier (20 % des entreprises anticipent une hausse contre 30 % l'année passée).

Le sous-secteur des produits en caoutchouc, plastique et autres exprime particulièrement ses difficultés : 40 % des entreprises s'attendent à une baisse de la rentabilité, du fait notamment des coûts élevés du pétrole.



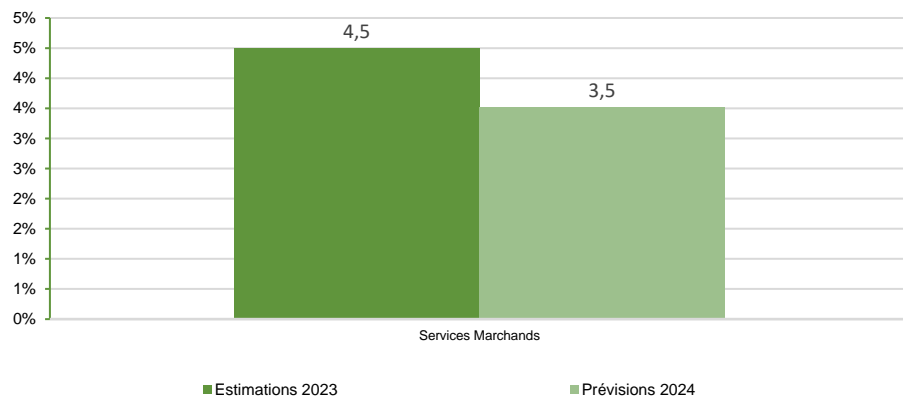
Rentabilité



Synthèse des services marchands

En 2023, le chiffre d'affaires des services marchands a moins progressé que l'année précédente. Les effectifs se sont cependant renforcés. 40% des dirigeants interrogés mentionnent une augmentation de leur rentabilité. Comme anticipé, les investissements ont chuté mais de manière plus marquée que prévu (- 11,6 % au lieu de - 2,9%). En 2024, le chiffre d'affaires et les effectifs devraient progresser quasiment au même rythme que cette année. Le niveau de rentabilité devrait se maintenir ou augmenter pour la majorité des entreprises. Il n'est cependant pas attendu de reprise des investissements.

Évolution du chiffre d'affaires



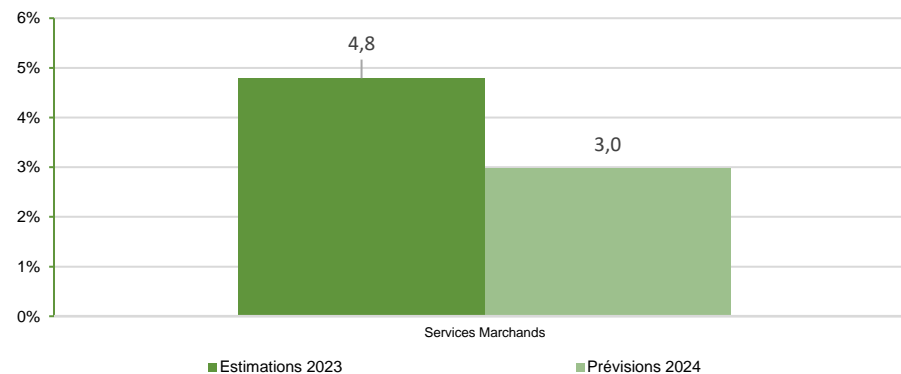
Le chiffre d'affaires des services marchands a progressé à un rythme moins soutenu qu'attendu en 2023 (+ 4,5 % contre + 5,9 %), après une année 2022 marquée par une forte activité (+ 8,2 %).

Les entreprises interrogées anticipent un ralentissement de l'augmentation de leur chiffre d'affaires en 2024 (+ 3,5 %). Cette perspective est cependant à nuancer car l'inflation devrait diminuer dans le même temps.

La hausse des effectifs dans les services marchands a été plus marquée qu'escompté (+ 4,8 % contre + 2,1 %). On relève cependant des disparités selon les sous-secteurs, la dynamique de recrutement étant particulièrement tirée par les activités de nettoyage courant des bâtiments (+ 12,22 %), ainsi que les activités informatiques et les services d'information (+ 12,00 %).

Cette progression des effectifs devrait se poursuivre en 2024, à un rythme plus modéré de + 3,0 %.

Évolution des effectifs

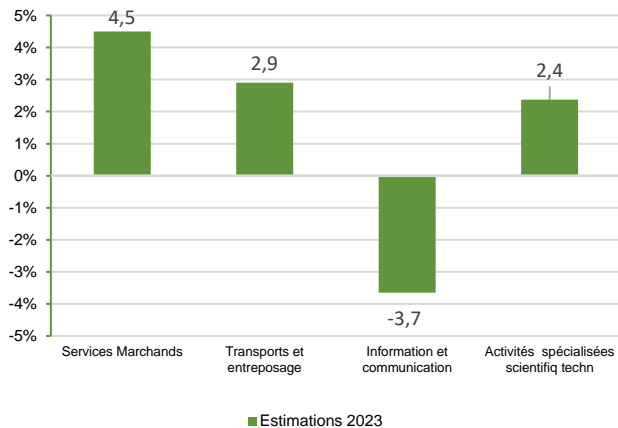




53%
Poids des effectifs des Services marchands rapportés aux effectifs salariés de la région

Chiffre d'affaires

Évolution du chiffre d'affaires



En 2023, la hausse du chiffre d'affaires des services de + 4,5 % s'est accompagnée d'une hausse des prix de vente de + 3,1 % en moyenne.

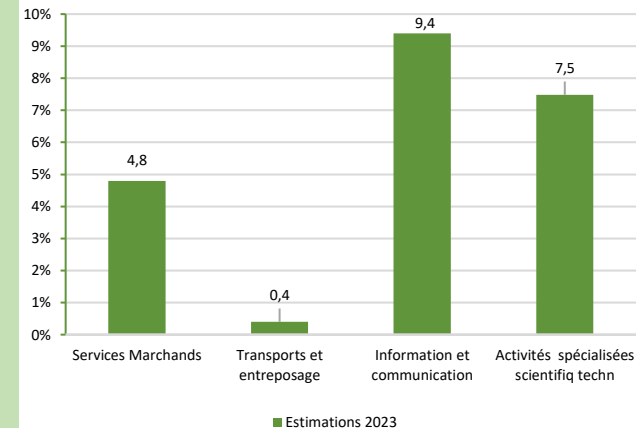
Selon les sous-secteurs, la situation est variable, mais positive, à l'exception des agences immobilières (- 21 %) et, dans une moindre mesure, de l'information et de la communication (- 3,7 %).

Effectifs

Les effectifs se sont renforcés en 2023, en particulier dans le nettoyage courant des bâtiments (+ 12,2 %) ainsi que dans les activités informatiques et services d'information (+ 12,0 %). L'augmentation des recrutements est très nette dans les services de conseil en systèmes et logiciels informatiques (+ 17,0 %).

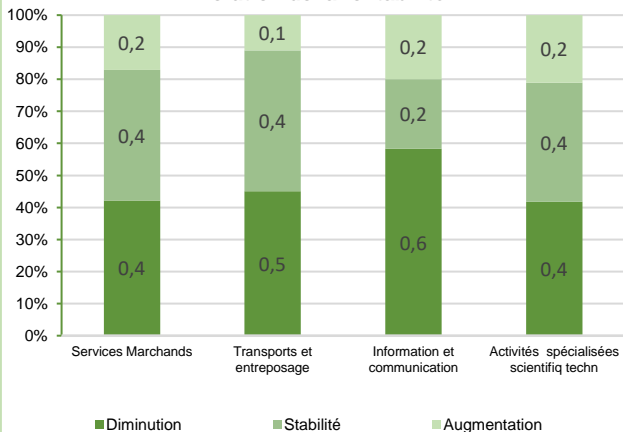
Les chiffres dépassent les prévisions formulées en début d'année (+ 4,8 % contre + 2,4 %), ce qui confirme le dynamisme et la résilience du secteur.

Évolution des effectifs



Bilan 2023

Évolution de la rentabilité



2 chefs d'entreprises sur 5 témoignent d'une baisse de leur rentabilité en 2023, ce ratio étant plus élevé (60 %) dans le domaine de l'information et de la communication

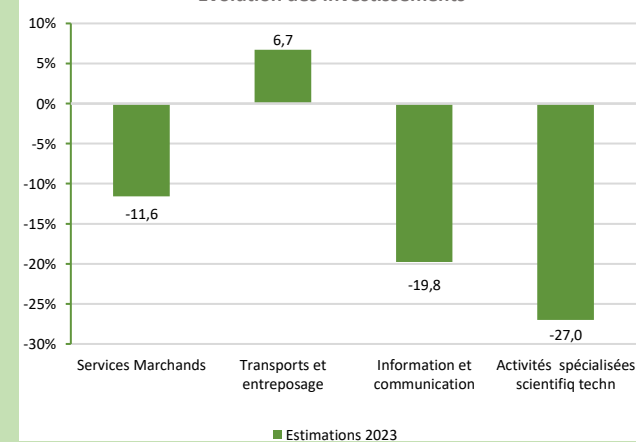
Ce constat peut s'expliquer en partie par une hausse des coûts de l'énergie et des matières premières, qui n'a pas été entièrement répercutée dans les prix de vente.

Rentabilité

Les investissements sont en baisse dans les services marchands en 2023, beaucoup plus fortement que prévu (- 11,6 % contre - 2,9 %).

Le sous-secteur transports et entreposage affiche cependant des investissements en progression de 6,7 %.

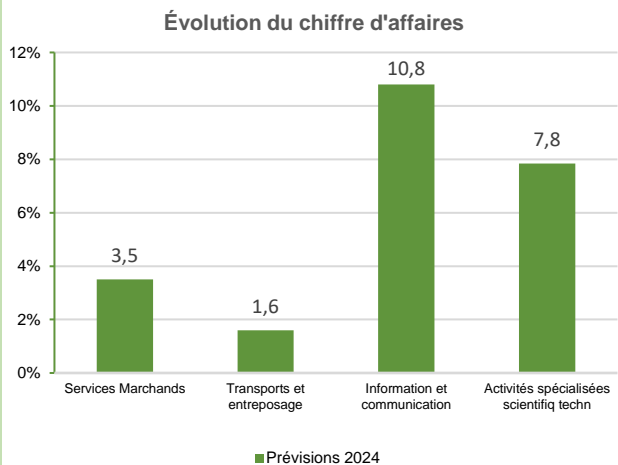
Évolution des Investissements



Investissements



53%
Poids des effectifs des Services marchands rapportés aux effectifs salariés de la région



Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires continuerait de progresser en 2024 dans les services marchands, cette dynamique étant moins marquée dans les activités des transports et entreposage (+ 1,6 %).

Le sous-secteur de l'information et de la communication anticipe a contrario un rebond important de son activité (+ 10,8 %).

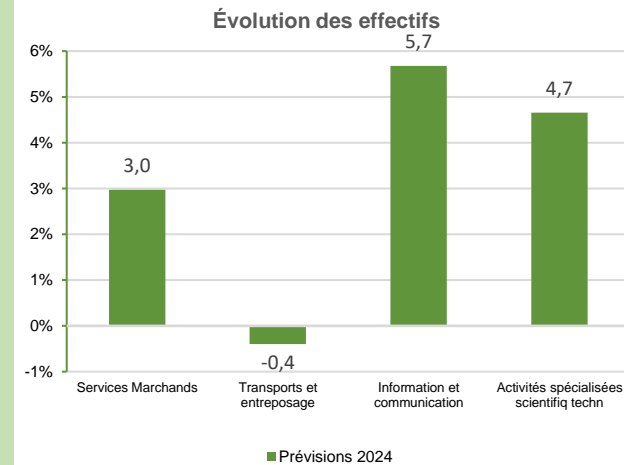
Les activités scientifiques et techniques prévoient également une progression de leur chiffre d'affaires à + 7,8 %.

Effectifs

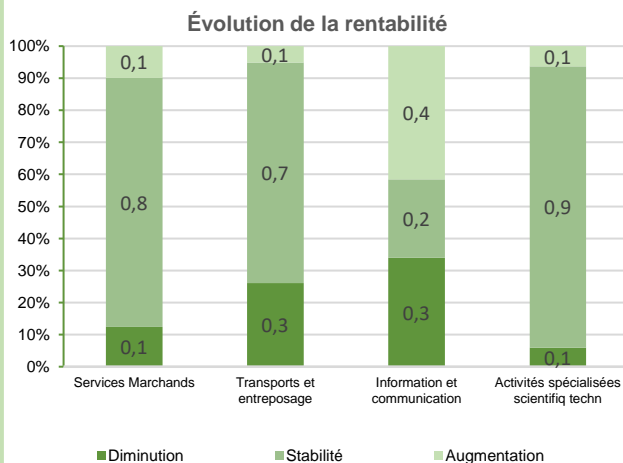
Les chefs d'entreprises interrogés s'attendent à une dynamique de recrutement modérée en 2024, évaluée à + 3,0 %.

Une hausse plus importante, autour de 5%, est escomptée dans les domaines de l'information et de la communication, ainsi que des activités scientifiques et techniques.

En revanche, une légère contraction des effectifs est prévue dans les transports et entreposage.



Perspectives 2024

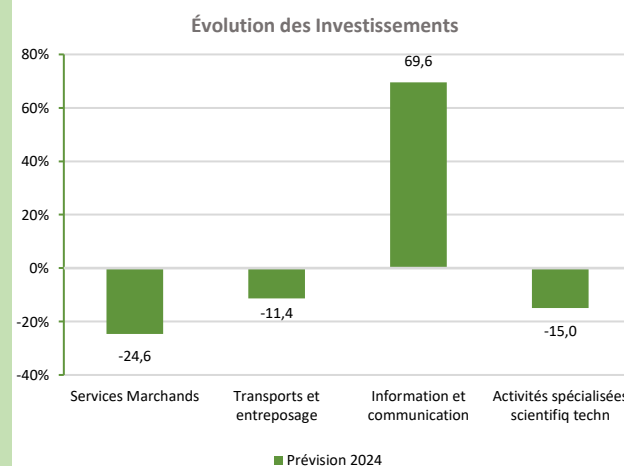


80% des chefs d'entreprises interrogés estiment que leur rentabilité demeurera à un niveau stable en 2024. Une hausse du pouvoir d'achats des consommateurs et un repli de l'inflation semblent attendus de ces dirigeants.

Ainsi, seuls 10 % d'entre eux redoutent une baisse de leur rentabilité en 2024.

Malgré des investissements importants prévus dans le domaine de l'information et de la communication (+69,6 %) en 2024, une contraction est attendue pour l'ensemble des services marchands (- 24,6 %).

Ce repli global des investissements s'explique par la très forte baisse anticipée dans la restauration (-57 %) et, dans une moindre mesure, dans les transports et entreposage (- 11,4).



Rentabilité

Investissements

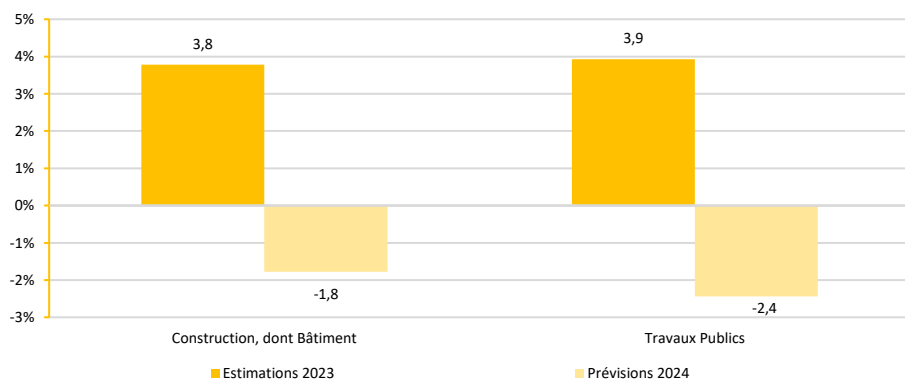


Synthèse du secteur Bâtiment – Travaux Publics

La production dans le secteur du bâtiment et des travaux publics en 2023 s'est révélée plus résiliente qu'anticipé. La rentabilité des travaux publics et du second œuvre s'est stabilisée tandis qu'elle s'est dégradée dans le gros oeuvre. Le bâtiment se démarque par un important recours à l'emploi intérimaire au cours de l'année. Les investissements ont été essentiellement portés par quelques acteurs des travaux publics.

Les prévisions 2024 pour la production et l'emploi sont orientées à la baisse. On note cependant que 60% des entreprises interrogées comptent stabiliser leur rentabilité.

Évolution de la production



La production a augmenté de 3,8 % dans le BTP, alors que les prévisions s'orientaient vers une légère baisse (-0,3 %).

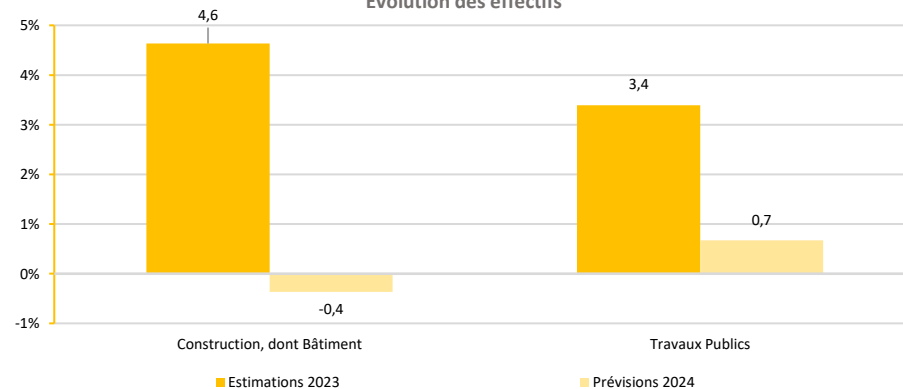
Cette évolution s'observe également dans les travaux publics qui enregistrent une hausse de leur production de +3,9 %.

On note cependant une diminution des carnets de commandes et du nombre de chantiers, notamment dans la construction neuve, ce qui devrait entraîner un repli de la production en 2024.

Dans le bâtiment, l'emploi a mieux progressé que prévu (+4,6 % au lieu de +1,1 %), malgré des difficultés persistantes pour recruter du personnel qualifié. Les travaux publics sont également concernés par un renforcement inattendu de leurs effectifs (+3,4 % au lieu de +1,1 %).

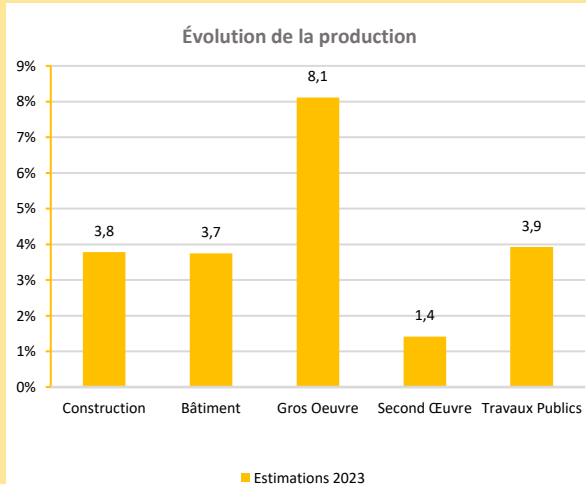
Néanmoins, la baisse de la production devrait impacter l'emploi en 2024 et entraîner une réduction des effectifs.

Évolution des effectifs





9,5%
Poids des effectifs de la Construction rapportés aux effectifs salariés de la région



Production totale

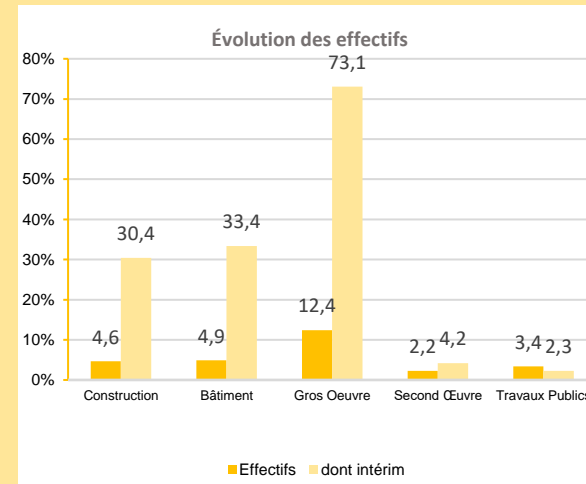
La production totale, qui comprend le chiffre d'affaires et la production stockée, est estimée à la hausse dans la construction. Le gros œuvre est particulièrement concerné, et ce en dépit d'une réduction des carnets de commandes et des chantiers de construction neuve.

L'évolution du secteur est donc positive alors que les perspectives envisagées l'an dernier tablaient sur une légère baisse. (- 0.3%).

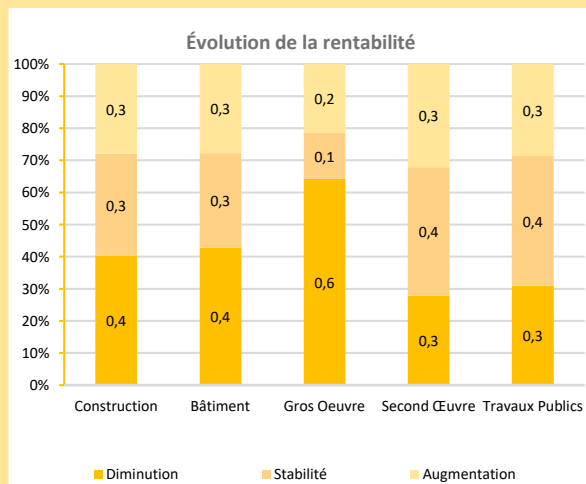
Effectifs, dont intérim

En 2023, les entreprises de la construction ont renforcé leurs effectifs pour répondre à une production accrue, notamment dans le gros œuvre.

Si le recours à l'emploi intérimaire s'est généralisé, les difficultés pour recruter du personnel qualifié sont persistantes.



Bilan 2023



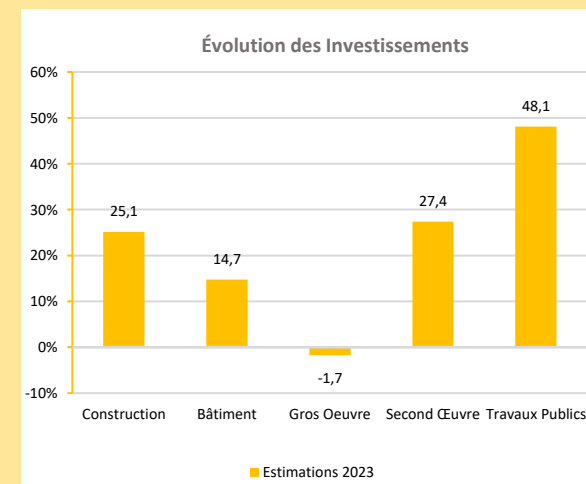
En 2023, 30 % des dirigeants interrogés dans le secteur de la construction affichent une rentabilité en hausse, contre 20 % en 2022.

Cette progression demeure cependant modérée, le coût des matières premières et des salaires continuant d'augmenter.

On note par ailleurs que le gros œuvre accuse une baisse de sa rentabilité.

Rentabilité

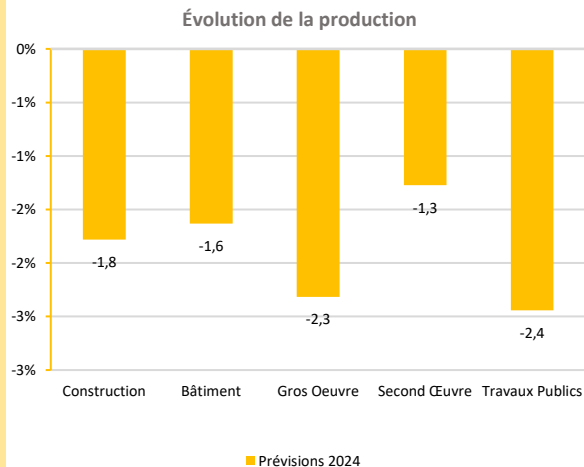
Une reprise des investissements est constatée en 2023, portée par le secteur des travaux publics et, dans une moindre mesure, le second œuvre.



Investissements



9,5%
Poids des effectifs de la Construction rapportés aux effectifs salariés de la région



Production totale

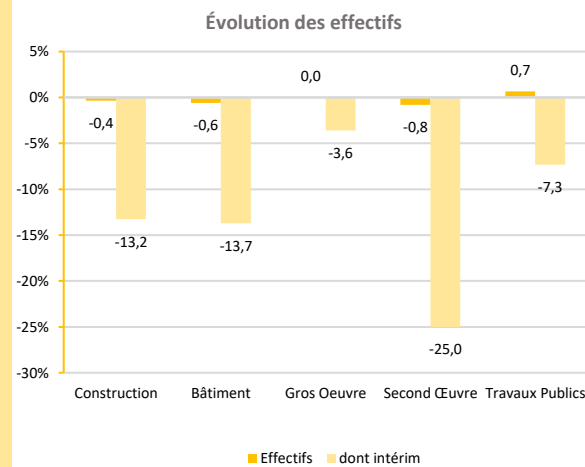
Dans la construction, les perspectives de production s'orientent vers un léger repli impactant l'ensemble des secteurs, en particulier les travaux publics.

Ces prévisions à la baisse s'expliquent notamment par la restriction des permis de construire et une diminution du nombre de chantiers.

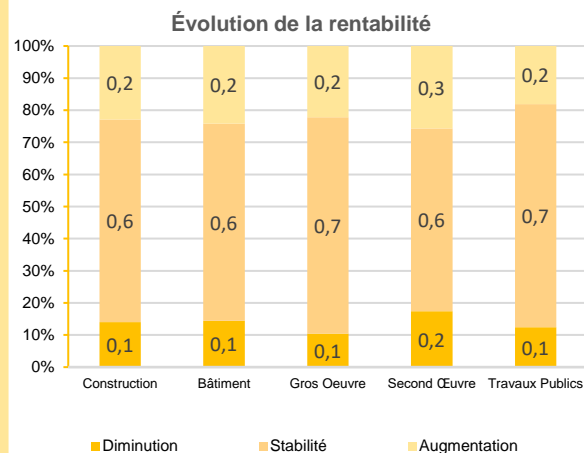
Effectifs, dont intérim

En 2024, le secteur de la construction s'attend à une légère contraction de l'emploi salarié, à l'exception du gros œuvre pour lequel les effectifs devraient rester stables.

Le recours à l'emploi intérimaire sera particulièrement impacté par les réductions d'effectifs.



Perspectives 2024



Rentabilité

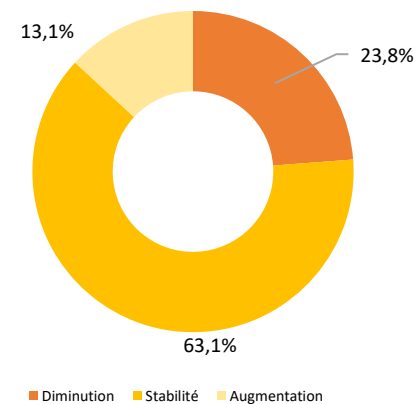
Les chefs d'entreprises restent prudents quant à la rentabilité de leur activité en 2024 et misent dans l'ensemble sur une stabilité.

Les anticipations sont relativement plus pessimistes dans le second œuvre où 20 % des dirigeants envisagent une diminution de leur rentabilité contre 10 % dans les autres secteurs.

La majorité des dirigeants interrogés estime que les carnets de commandes resteront stables en 2024.

Cette relative stagnation semble plus marquée que les années précédentes et peut s'expliquer par le repli que connaît l'immobilier neuf.

Évolution des carnets de commandes



Carnets de commandes

 Méthodologie

La présente étude repose sur les réponses fournies volontairement par les responsables d'entreprises et établissements de la région, dans le cadre de l'enquête menée annuellement par la Banque de France.

Cette étude ne prétend pas à l'exhaustivité. N'ont été interrogées que les entités susceptibles de procurer des informations sur 3 exercices consécutifs (2021-2022-2023).

Les disparitions et créations d'entreprises ou d'activités nouvelles sont donc exclues du champ de l'enquête.

La Banque de France exprime ses plus vifs remerciements aux entreprises et établissements qui ont accepté de participer à l'enquête.

Au total, 955 entreprises ont répondu à cette enquête ERBP. Elles représentent un effectif global de 130 720 personnes et un chiffre d'affaires global de 31 279 M€.

N.-B. : Pour le calcul du taux de couverture, seuls 906 bordereaux ont été retenus. Ont été écartés les secteurs (dans les services marchands uniquement) où le taux de réponse ne permettait pas d'obtenir une représentativité suffisante.

Industrie	Nombre d'entreprises	Effectifs au 31/12/2022		Taux de couverture
		Des entreprises ayant répondu	Recensés ACOSS	
TOTAL INDUSTRIE	345	70 227	171 407	41,0 %
Équip. électriques et électron. – Autres machines	44	9 471	20 010	47,3 %
Fabrication d'autres produits industriels	180	24 466	64 887	37,7 %
Fabrication de matériel de transport	14	3 942	10 134	38,9 %
Industries agricoles et alimentaires	107	32 348	63 886	50,6 %

Services marchands	Nombre d'entreprises	Effectifs au 31/12/2022		Taux de couverture
		Des entreprises ayant répondu	Recensés ACOSS	
TOTAL SERVICES MARCHANDS	273	42 312	247 421	17,1 %
Transport et entrep. – Réparat° autos et motos	101	11 650	71 355	16,3 %
Information et communication	35	2 352	35 441	6,6 %
Act. spéc. sc., tech., de serv. adm. et de soutien	125	25 529	101 734	25,1%
Autres activités de services	12	2 781	38 891	7,2%

Construction	Nombre d'entreprises	Effectifs au 31/12/2022		Taux de couverture
		Des entreprises ayant répondu	Recensés ACOSS	
TOTAL CONSTRUCTION	288	15 186	84 426	18,0%
Bâtiment	245	11 990	67 965	17,6%
<i>Gros œuvre</i>	71	5 142	17 866	28,8%
<i>Second œuvre</i>	174	6 848	50 099	13,7%
Travaux publics	43	3 196	14 876	21,5%





Publications de la Banque de France

Catégorie	Titre
 Crédit	Crédits aux particuliers Accès des entreprises au crédit Crédits par taille d'entreprises Financement des SNF Taux d'endettement des ANF – Comparaisons internationales Crédits aux sociétés non financières
 Épargne	Taux de rémunération des dépôts bancaires Performance des OPC - France Épargne des ménages Évolutions monétaires France
 Conjoncture	Tendances régionales en Bretagne Conjoncture Industrie, services et bâtiment Enquête sur le commerce de détail
 Balance des paiements	Balance des paiements de la France

**Banque de France
Service des Affaires Régionales**

25 rue de la Visitation CS 56431 - 35064 - RENNES CEDEX 25 rue de la Visitation CS 56431 - 35064 - RENNES CEDEX

 **02.99.25.12.23**  0682-emc-ut@banque-france.fr

Rédacteur en chef

Jean-Hugues BOURDON, Responsable Service CO.RE.SSE

Directeur de la publication

Hervé MATTEI, Directeur Régional

